

L'ARMÉE: AIMÉE DES FRANÇAIS MAL AIMÉE DE FRANÇOIS



Une fois de plus, nos forces armées ont été prêtes dès le début, à répondre à son appel, si la France décidait d'intervenir en Syrie.

Oui, la France compte encore parmi les quelques pays du monde qui sont capables d'intervenir au delà de leur voisinage immédiat, pour des opérations militaires significatives.

On l'a vu en Libye en 2011, au Mali en 2013, dans des opérations plus ponctuelles réalisées pour protéger nos ressortissants et dans des opérations décidées par les Nations-Unies ou l'Alliance Atlantique comme en Afghanistan.

Elle possède toujours les attributs d'une «grande puissance», comme sa place de membre permanent du Conseil de Sécurité ou sa capacité de frappe nucléaire. Toute la question est donc de savoir si la France peut continuer à la fois à maintenir une dissuasion indépendante et avoir l'ambition stratégique d'intervenir dans le monde, en ayant un impact militaire significatif et une influence réelle, reposant sur une base industrielle, à la pointe du progrès, tout en conservant le leadership pour porter le projet d'Europe de la Défense.

C'était tout l'objectif du Livre Blanc de la Défense, présenté au Chef de l'Etat, François Hollande, le 24 mai dernier; il devait concilier deux impératifs a priori incompatibles: le maintien des ambitions de la France qui sont grandes et la contrainte budgétaire qui est immense.

QUANT AUX MILITAIRES, LEUR MORAL EST EN BERNE

Depuis le Livre Blanc de 2008 qui s'est fracassé sur la crise économique en 2010, leurs moyens se sont sensiblement dégradés.

Le Nouveau Livre Blanc donne en apparence le signal que la France ne baisse pas la garde en matière de Défense, afin de rassurer ses alliés, surtout américains, qui s'inquiètent d'un décrochage de la première puissance militaire d'Europe. Il entend maintenir entre autres, le budget de la Défense à 31,4 milliards d'Euros en valeur, - soit une baisse réelle de 2 à 3 milliards par an - et prévoit de nouvelles suppressions d'effectifs : 24 000 en plus des 54 000 déjà engagés.

Ainsi, fragilisées par les restrictions successives des budgets de la Défense et les restructurations continues, les capacités d'intervention de l'armée seraient réduites de moitié d'ici 2018.

Dans un monde en perpétuelle évolution, voire ébullition, on ne saurait répondre aux menaces, nombreuses et diversifiées qui nous entourent (prolifération nucléaire, terrorisme en tout genre, attaques cybernétiques, piraterie, conflits régionaux et religieux, etc.) qui elles n'ont pas diminuées, par des considérations budgétaires et financières.

Nous nous devons de disposer de forces armées et d'un outil industriel et militaire adapté, exigeant et performant, qui optimise les moyens combinés du spatial au terrestre.

Car c'est le cumul d'un décrochage stratégique et d'un décro-

chage économique qui est le plus à craindre!

De plus, alors que près des deux tiers des Français estiment que le budget de la Défense ne doit pas baisser au regard de la situation internationale, au moment où 91 % rendent un vibrant et légitime hommage à leur armée en lui faisant confiance, le gouvernement s'apprête à la démanteler, ou, en tout cas, à en réduire considérablement le potentiel et la voilure!

Ce que la France a réalisé au Sahel et au Mali, il y a peu de chances qu'elle puisse le faire dans 5 ans.

Certes, il est normal que la Défense participe à l'effort de redressement des comptes de la Nation et à la cure d'austérité pour ramener le déficit budgétaire sous la barre des 3 % du P.I.B. Certes, les militaires sont habitués à être la variable d'ajustement, à accepter tous les sacrifices, eux qui ne peuvent pas faire grève; et cela quelle que soit la couleur du gouvernement. Mais aujourd'hui la logique financière semble l'emporter sur toute autre considération.

C'est absurde stratégiquement: les menaces ne diminuent pas, les Etat-Unis se retirent d'Europe, seule région à désarmer, quand, toutes les autres - Russie, Brésil, Chine - augmentent leur potentiel de Défense. Les zones à risque, à proximité immédiate du continent européen perdurent et la prolifération nucléaire, balistique et chimiques, d'Etats comme l'Iran, la Corée du Nord et la Syrie, suscite les plus grandes inquiétudes.

C'est une erreur économique et sociale, tant seraient touchés l'emploi et le savoir-faire technologique.

C'est injuste "politiquement", car plus que tout autre secteur de l'Etat, l'armée a su se réformer pour devenir l'un des services publics les plus efficaces et un modèle de formation professionnelle et d'intégration.

Oui, ce Livre Blanc manque de vision, d'ambition et d'imagination. Des solutions pourraient être envisagées, comme obtenir par exemple de l'Union Européenne, comme cela a été proposé par certains, que Paris, mais aussi Londres qui assurent l'essentiel de la défense de l'Europe, puissent, en contrepartie de leurs efforts, défalquer une partie du poids de leurs dépenses militaires, dans le décompte des fameux 3% de déficit budgétaire à ne pas dépasser. Ce serait de bonne guerre.

En tout état de cause, il conviendrait a minima d'envisager un recadrage budgétaire en faveur de la Défense, en cas de reprise de la croissance.

Partout dans le monde, dans le Golfe, dans l'Océan Indien, en Inde, en Afrique équatoriale, dans le Pacifique Sud, avec ses alliés et amis de l'OTAN, la France est encore attendue comme puissance.

Quand des Etats investissent des dizaines de millions d'euros dans nos équipements militaires, ils achètent aussi du partenariat de sécurité. C'est là, tout le paradoxe de la France. Mais cela incite aussi à avoir un regard modérément optimiste sur son rayonnement stratégique.

Lors de l'examen de la Loi de Programmation militaire de l'automne, il sera du devoir et de l'honneur de la représentation nationale d'en tenir compte.

Jean-Jacques CURIEL

Président de la Commission Défense et
Forces Armées du Parti Radical
Secrétaire Général Adjoint de l'Association
Française pour la Communauté Atlantique (AFCA)